

Afrique : croissance économique, le regain

vendredi 19 juillet 2013, par [Philippe HUGON](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Philippe HUGON](#), **Afrique : croissance économique, le regain**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 19 juillet 2013.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

On caractérise souvent l'Afrique par les termes de " retard " ou de " marginalisation ". On la juge par des indicateurs internationaux pour en faire un mauvais élève de la classe internationale en termes de croissance économique. Ces indicateurs sont en fait insuffisamment représentatifs des trajectoires multiples suivies par les sociétés africaines et des ruptures en cours depuis le tournant du 21ème siècle.

On observe, au-delà des effets de la crise mondiale et du trou d'air de 2009, un taux de croissance moyen supérieur à 5 % pour l'ensemble de l'Afrique et un reclassement géopolitique. Il y a eu conjonction de facteurs exogènes et endogènes. Les trajectoires des 54 pays africains sont, au-delà de cette tendance moyenne, très contrastées. La question demeure de savoir si cette croissance moyenne est soutenable.

Dans le cadre de ses synergies géopolitiques, le *Diploweb.com* est heureux de vous présenter un article de Philippe Hugon, publié sous le titre « Afrique : trajectoires nationales contrastées et soutenabilité de la croissance », publié dans le n°105-106 de la revue *Accomex, analyse et réflexion sur les marchés extérieurs*, pp. 7-10.

Des facteurs explicatifs multiples de la faible croissance de longue durée

UN NOMBRE élevé d'études économétriques explique les faibles performances économiques africaines par des facteurs non économiques : fragmentation ethno-linguistique, facteurs démographiques (taux élevé de dépendance, faible espérance de vie, indice élevé de fécondité), géographiques (enclavement touchant 40 % de la population, éloignement des côtes, pauvreté des sols, maladies, etc.), historiques (mauvaise spécialisation, poids de la colonisation), politiques (l'État ne peut assurer ses fonctions, l'autoritarisme crée des coûts de transaction, notamment de corruption), infrastructurels (faiblesse et coûts des télécommunications, de l'électricité, des transports et des services publics), juridiques (absence de sécurisation des droits et d'Etat de droit), internationaux (l'exposition aux chocs extérieurs est accrue du fait de la spécialisation primaire et de la petite taille des économies).

Selon l'étude de Ndulu *et al* (2006), une analyse comparative entre [l'Afrique](#) subsaharienne (ASS) et les autres pays en voie de développement (PVD) sur la période 1960-2004 montre des écarts de 1,12 % par an pour le taux de croissance du revenu par tête. Les facteurs démographiques expliquent un écart de 0,86 %, les conditions initiales défavorables en termes de taux de scolarisation, d'espérance de vie, de faible densité démographique expliquent la quasi-totalité du résidu, alors que les chocs extérieurs ou les différences de politiques économiques ont un faible pouvoir explicatif.

Des facteurs macroéconomiques sont avancés pour des économies de rente, spécialisées sur des produits primaires, ayant peu connu de progrès de productivité globale des facteurs et ayant un taux d'épargne et d'investissement limité, une forte intensité capitaliste connaissant des distorsions en faveur des secteurs non directement productifs, et une faiblesse de la demande.

Le modèle d'exportation de produits de base et de substitution aux importations n'a pu enclencher un processus auto-entretenu conduisant à une diversification de la production.

Seuls quelques rares pays, dont l'Île Maurice ou le Botswana constituent les exemples les plus notables, échappent à cette « spécialisation appauvrissante ».

Les analyses microéconomiques mettent en avant le fait que, dans un univers risqué et incertain, la priorité est donnée à la sécurité, à la couverture des risques et à l'assurance contre les aléas, les catastrophes. Dans un monde instable et incertain, les grands acteurs économiques et financiers ont des comportements court termistes et visent un taux de retour rapide des capitaux.

Dans un [contexte rentier](#) et de faible concurrence, la nécessité de l'efficience est remplacée par celle de l'adaptabilité, de la flexibilité et de l'accommodement.

Les petits producteurs du monde rural ou de l'informel préfèrent l'extensif à l'intensif et la polyactivité aux dépens d'économies de spécialisation et de la productivité. Les pratiques des acteurs en situation de risque et d'incertitude les conduisent, soit à minimiser les risques, soit à avoir des choix acceptables d'accommodement, soit à aliéner leurs libertés à des pouvoirs qui assurent leur sécurité. À défaut de système de protection sociale, les communautés d'adhésion et d'appartenance jouent un rôle essentiel de réducteurs d'incertitude.

Peut-on parler, depuis la rupture du 21^e siècle, d'un décollage économique de l'[Afrique](#) ?

Ces analyses du blocage de la croissance ont perdu beaucoup de leur pertinence.

D'une part, le calcul du PIB intégrant les activités non enregistrées ou partant des enquêtes ménages conduit à relativiser fortement l'exception africaine et à doubler le taux de croissance de longue période (Young 2009).

D'autre part, de nombreux travaux et observations montrent des ruptures des trajectoires économiques de la majorité des pays africains. Selon les rapports *Mc Kinsey Global Institute* (2010), FMI (2011) ou BAD (2012) :

. l'Afrique a enregistré un taux de croissance de 5,1 % entre 2000-2011 malgré le décrochage de la crise mondiale qui a fait chuter ce taux à 2,5 % en 2009.

. la productivité a affiché une croissance de l'ordre de 2,7 % au cours de la décennie 2000.

. le pourcentage de consommateurs ayant un revenu de plus de 5 000 dollars est passé de 3,5 % à 4,3 % et celui accédant aux biens de base (2 000 à 5 000 dollars) de 29 à 32 %.

. le pourcentage de la population en deçà du seuil de pauvreté absolue est passé de 66 % à 60 %.

. les taux moyens d'inflation sont tombés de 22 % à 8 % entre les décennies 1990 et 2000, la dette publique de 81,9 % du PIB à 59 % et les déficits publics de - 4,6 % du PIB à - 1,8 %.

. une diversification des partenaires commerciaux et financiers est observée (Chine, Inde, Brésil, pays pétroliers du monde arabe, Iran, Turquie, etc).

. Les 500 premières entreprises du continent africain ont presque triplé leur chiffre d'affaires (environ 700 milliards de dollars en 2010) et leurs bénéfices (60 milliards de dollars) depuis le début de la décennie 2000. L'Afrique du Sud concentre deux tiers de ces entreprises.

. En outre, le secteur pétrolier a, certes, enregistré une croissance annuelle de 7,1 % durant la décennie 2000. Mais le tourisme, la construction, les transports et les télécommunications ont connu des taux de progression proches, la croissance dans les services a été supérieure à 6 %, celle de l'agriculture à 5,5 % et celle des industries manufacturières à 4,6 %. Les télécommunications et la distribution comptent, d'ailleurs, parmi les secteurs à plus fort taux de croissance et de profitabilité.

Le tsunami financier mondial de 2008 dans [l'épicentre américain](#), puis celui de la [zone euro en 2011](#), ont eu un léger impact négatif sur la croissance économique africaine, moins par le canal financier (le système financier africain est relativement déconnecté) que par le canal commercial. Ont été observés une baisse des investissements directs étrangers (IDE) en Afrique et une chute des prix des matières premières et de la demande de produits africains.

La croissance a chuté de deux points entre 2008 et 2009, mais les pays ont mis en place des politiques contra-cycliques et les « relais » que représentent les pays émergents se sont renforcés : le couplage Sud/Sud traduit désormais un relatif découplage Nord/Sud. En 2012, l'Afrique subsaharienne a, dans un contexte de ralentissement mondial, maintenu un taux de croissance d'environ 6 % en moyenne.

Un regain de croissance qui repose sur la combinaison de plusieurs facteurs

La reprise de la croissance économique depuis le tournant du 21^{ème} siècle, occultée par la focalisation sur les zones de crises, a résulté de la combinaison de plusieurs facteurs (Hugon 2011, *Mc Kinsey* 2010, Young 2009).

Certains sont endogènes, tels les effets des mesures d'assainissement financier permettant d'avoir des politiques contra-cycliques durant le choc de 2008-2009, la montée d'une classe moyenne (95 millions de personnes représentant 200 milliards d'euros de pouvoir d'achat), l'extension de marchés urbains, un meilleur climat des affaires, la baisse de la conflictualité au-delà de risques de contagion (Arc sahélo-saharien, Corne de l'Afrique, etc.), la hausse des investissements et des progrès de productivité dans l'agriculture, l'impact des réformes institutionnelles ou le dividende démographique (hausse relative de la populations active) dans la grande majorité des pays. Les économies exportatrices de produits primaires tendent à se transformer en partie en économie d'accumulation et de production pour le marché intérieur.

D'autres sont extérieurs, tels la hausse des cours des matières premières, la baisse des prix des produits manufacturés et l'inversion des termes de l'échange, l'augmentation significative des flux financiers (les IDE sont notamment passés de 9 milliards de dollars à plus de 50 milliards), la réduction de la dette dans le cadre des PPTÉ (pays pauvres très endettés) et, surtout, l'impact des relations avec les pays du Sud, notamment d'Asie : le commerce Sud/Sud pèse désormais pour près de 40 % du commerce extérieur africain, contre 27 % en 1990 (FMI 2010).

Des trajectoires nationales différenciées : quelle typologie retenir ?

Les trajectoires sont, au-delà de cette vision globale, fortement différenciées entre l'Afrique méditerranéenne qui a fortement décroché depuis les « printemps arabes », l'Afrique subsaharienne et du Sud.

Les régimes rentiers continuent de dominer dans de nombreux pays, avec des ressources primaires liées au marché international et dont les prix et la demande sont volatiles, une captation de la rente, de fortes vulnérabilités et insécurités des populations, des inégalités, un chômage croissant des jeunes et une faible diversification du tissu productif.

La hausse des prix alimentaires a pesé sur les budgets des ménages. La pauvreté rétroagit de manière asymétrique à la croissance : elle baisse légèrement en période de croissance et s'aggrave en période de décélération. Le dualisme demeure entre le secteur primaire exportateur, dynamisé par la demande extérieure, et le secteur domestique lié à la demande intérieure avec peu de dynamique intersectorielle et de diffusion interne des progrès de productivité accroissant la demande interne.

La question se pose de savoir si, au-delà de l'écume des flux macroéconomique, les transformations sociales, politiques et institutionnelles sont à même de transformer les régimes rentiers en régime d'accumulation et de favoriser une pluralité des trajectoires, en développant les potentialités propres aux différentes sociétés africaines.

La croissance économique est également contrastée entre les pays exportateurs de produits du sous-sol et les pays importateurs de pétrole et/ou de produits alimentaires. Ces derniers restent vulnérables aux chocs extérieurs (prix des aliments ou du pétrole). Au-delà d'une relative stagnation, on constate des trajectoires divergentes des économies selon les statistiques officielles. La croissance du PIB entre 2001 et 2011 a été de 80 % en Angola ou en Guinée-Équatoriale, pays pétroliers, contre - 17 % au Zimbabwe. Plus fondamentalement, on peut différencier plusieurs régimes de croissance et modes de développement.

Plusieurs critères peuvent être retenus pour construire des typologies différenciant les pays africains :

- . pays ayant mis en place ou non des réformes,
- . mode de spécialisation internationale,
- . diversification du système productif et accroissement de la demande intérieure.

Notre typologie (Hugon 2012) combine des critères socio-politiques et institutionnels, les types de spécialisation (pétrole, mine, forêt, agriculture) et les remontées en gamme de produits dans les chaînes de valeur mondiale.

Nous différencions également les États en conflits et faillis en pré/post conflits (Somalie, Mali, Libéria, Sierra Leone), les économies agro-exportatrices caractérisées par des blocages politiques Madagascar, Zimbabwe), les économies de rente minières ou pétrolières (plus de 20 pays), les économies exportatrices de produits primaires ayant des stratégies de diversifications de leurs économies et de transformation de leurs rente en accumulation

(Botswana, Maurice, Ghana, Kenya, Ethiopie, Mozambique), les démocraties semi-industrialisées (Afrique du Sud).

CONCLUSION

La soutenabilité de la croissance renvoie à des changements structurels et institutionnels. La croissance économique peut aller à l'encontre du développement soutenable en reposant sur le non-renouvellement des ressources naturelles, en créant des inégalités sources de tensions sociales, en favorisant la corruption [voire la conflictualité](#) autour de la convoitise des ressources du sol ou du sous-sol.

Les indicateurs globaux de la croissance doivent être relativisés. Ils agrègent des situations très contrastées. Ils correspondent à une conjoncture internationale qui peut ne pas être durable. L'Afrique affronte de nombreux défis démographiques, environnementaux, sécuritaires, de création d'emplois pour les jeunes.

Le développement soutenable ne peut être évalué à l'aune des sociétés industrielles ou émergentes. Il ne peut l'être que par rapport aux potentialités propres aux différentes sociétés, à leurs institutions et matrices culturelles et aux capacités des acteurs de répondre aux défis et de transformer les risques en opportunités...

Copyright 2012-Hugon/Accomex n°105-106

Mise en ligne initiale le 22 mai 2013

Bibliographie



Cliquer sur la vignette pour agrandir l'image

Plus

L'Afrique en mutation. Des défis à la taille du continent, Accomex, n°105-106



L'édito

“Patience et longueur de temps font plus que force ni que rage”. Jean de La Fontaine

L'Afrique, continent du 21ème siècle ; L'Afrique est la jeunesse du monde ; L'Afrique, nouvelle frontière pour l'économie mondiale ... Du catastrophisme d'hier à l'optimisme béat d'aujourd'hui, les commentaires et analyses sur le continent africain apparaissent toujours quelque peu... excessifs !

Force est de reconnaître que l'Afrique s'est profondément transformée au cours des années 2000 : la croissance ne repose plus uniquement sur les secteurs pétrolier et minier, la démocratisation est en marche, l'environnement des affaires s'améliore, l'insertion de l'Afrique dans le commerce mondial prend de l'ampleur, une classe moyenne émerge... La jeunesse de la population africaine attise aussi les convoitises des « vieilles » économies occidentales tant elle apparaît comme une source de dynamisme de l'activité et d'accroissement du nombre de consommateurs potentiels.

Mais les challenges sont à la taille du continent, comme le souligne le titre de ce numéro d'*Accomex* : la réussite de la transition démographique dépendra ainsi de la capacité des États africains à relever le défi de l'emploi. La pérennité de la croissance passera aussi, inévitablement, par une maîtrise de l'urbanisation à venir, une amélioration des systèmes éducatifs et de leur adéquation aux besoins des entreprises, une meilleure répartition des richesses, la réduction de la pauvreté, etc.

Question primordiale : l'Afrique est-elle vraiment « une et une seule » ? Peut-on ignorer les écarts de croissance et de niveaux de développement entre les 54 pays du continent ? Peut-on aborder les pays producteurs de pétrole comme les pays importateurs ? Ne faudrait-il pas plutôt parler *des* Afriques ?

Oui, les opportunités d'affaires sont une réalité ; l'Afrique ne doit plus être ignorée par les investisseurs, grands groupes ou PME. Mais pour espérer réussir sur le continent, n'oublions pas « d'apprendre » l'Afrique dans sa diversité.

Sandrine Rol, Rédactrice en chef d'Accomex

[Voir le sommaire du n°105-106 d'Accomex](#)

P.-S.

Professeur émérite à Paris Ovest-Nanterre et directeur de recherche à l'IRIS. Membre de l'*Académie des sciences d'Outre-mer*, directeur scientifique de la *Revue Tiers Monde*, il est l'auteur de plus de 20 ouvrages sur l'économie du développement, l'économie internationale et la géopolitique. Ses derniers travaux sur l'Afrique sont l'*Économie de l'Afrique*, La Découverte - Collection Repères (7ème éd.) 2012, *La Géopolitique de l'Afrique*, SEDES, 3ème éd. 2012.